

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 22/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRANSMETAUX**

10 RUE DE WALBOURG  
67360 Biblisheim

Références : 4864/DB/AG  
Code AIOT : 0006704864

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement TRANSMETAUX, implanté 10 RUE DE WALBOURG 67360 Biblisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSMETAUX
- 10 RUE DE WALBOURG 67360 Biblisheim
- Code AIOT : 0006704864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société transmétaux collecte, trie, broye, stocke et réexpédie des déchets non dangereux, provenant d'entreprises ou de collectivités.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte par courriel du 11/01/2024 :

*« je...[ vous interpeller une nouvelle fois sur le dossier TRANSMETAUX à Biblisheim qui ne respecte pas les prescriptions en matière de broyage*

*En effet, je vous adresse une nouvelle photo prise ce matin sur mon véhicule à l'intérieur de mon garage, cela dure et perdure malgré que j'ai envoyé*

*Je retrouve également de la sciure sur mes baies vitrées et leurs rebords sur ma terrasse des dizaines de*

*photos au Gérant de l'entreprise lui ont été adressées*

*Il faut que cela s'arrête, j'ai aussi porté plainte pour atteinte à la santé car nous inspirons ces poussières et médicalement ses poussières sont dangereuses et provoquent des cancers de la sphère ORL ou des poumons cela est prouvé*

*Dois-je vraiment accepter ceci ?*

*L'intéressé ne répond à aucun de mes envois*

*S'il se souciait quelque peu de la situation, il se déplacerait ou enverrai une personne pour se rendre compte [...] »*

## **Thème de l'inspection :**

- Broyeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Poussières de bois	Code de l'environnement, article L172-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dit ne plus broyer de bois depuis mai 2022.

Lors de la visite d'inspection inopinée, aucune présence de sciure de bois n'a été constatée sur site. Les constats montrent que l'exploitant ne procède pas à des activités de broyage ou de sciage de bois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Poussières de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L172-1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Outre les officiers et agents de police judiciaire et les autres agents publics spécialement habilités par le présent code, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent code [...]
<b>Constats :</b> Les présents constats font suite à une énième plainte et l'envoi de photos prises a priori le 14 décembre et le 05 janvier, attestant de la présence de sciure de bois sur le véhicule de la plaignante stationné à l'intérieur de son garage, ainsi que sur ses rebords de terrasse et ses baies vitrées. Avant d'entrer sur le site de Transmétaux, l'Inspection s'est directement rendue, vers 10 h 15, route de Walbourg et rue de la Forêt, où sur place, malgré les quelques flocons de neige présents, elle n'a pas relevé de dépôt de poussières (sciure) de bois sur les toitures, ni sur la chaussée et les véhicules stationnés sur, ou à proximité de, ces deux rues. Arrivée sur site, l'inspection, accompagnée de la cogérante, s'est rendue au droit du tas de bois trié en attente d'évacuation. Aucune poussière de bois de type sciure de bois n'est présente. La cogérante réaffirme les déclarations de l'exploitant mentionnées dans le dernier rapport de visite du 30/10/2023, expliquant ne plus effectuer d'activité de broyage de bois sur site depuis mai 2022. Au vu de l'état du broyeur présent, l'inspection ne peut qu'affirmer les dires sur sa non-activité. La cogérante précise que les poussières pouvant provenir de son activité ne sont pas liées à une activité de broyage mais dues au déversement des camions approvisionnant le site en bois divers et au chargement, par grappinage, des camions destinés à la valorisation de celui-ci et ne peuvent donc être de la sciure de bois. Elle a également transmis à l'inspection une extraction de son logiciel de suivi de déchet concernant la valorisation du bois après tri pour les mois de novembre, décembre et janvier (en cours). Cette extraction mentionne, hormis le numéro de ticket, la date, l'heure, le nom du

transporteur, le poids net sortant, le destinataire du transport, la provenance du déchet, le type de matériaux et va jusqu'à préciser le mode de chargement utilisé. Dans ce cas précis, on peut lire sur les documents extraits : BOIS A GRAPPINE.

Au vu des constats établis *in situ* lors du contrôle inopiné, l'Inspection préconise au plaignant d'effectuer une campagne de relevé de mesure de poussière à ses frais, qui lui permettra probablement de définir la provenance des sciures de bois photographiées.

Bien que l'état du broyeur et du convoyeur atteste qu'ils n'ont pas fonctionné depuis un certain temps et pour éradiquer l'activité d'un potentiel broyage de bois sur site, l'Inspection invite l'exploitant à les retirer de la zone où est stocké le bois après avoir été trié et en attente d'enlèvement.

En conclusion, pas de sciure de bois visible sur site le jour de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suites